

pas l'habitude de prendre la panique présente une motion en des termes aussi vigoureux, c'est le signe que quelque chose ne va pas. Il nous incombe de nous rendre compte de la gravité du problème.

• (4.40 p.m.)

Le problème en partie, sinon dans son essence, provient de ce que notre institution, cœur et centre de la démocratie—car elle est cela ou rien—est menacée, non pas de l'extérieur, mais de l'intérieur. Ce devrait être le premier ministre (M. Trudeau) qui, après l'Orateur lui-même, devrait être le grand champion des droits parlementaires. Voilà la mesure de sa responsabilité. Toutefois, malgré les grandes aptitudes dynamiques que le député d'York-Sud (M. Lewis) lui attribuait, personne au pays, que je sache, ne pourrait se le représenter dans le rôle du protecteur de la Chambre et de la plénitude de ses droits et de ses libertés. Il n'a même jamais essayé de jouer ce personnage.

Le gouvernement actuel s'est manifestement employé à dénigrer le Parlement. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a discuté du fiasco des débats sur la répartition du temps. Ces derniers mois, nous avons su ce qu'il advenait de nos comités: le gouvernement néglige ou prévient leurs recommandations et, avec une hâte exagérée, il a annulé la chaussée de l'Île-du-Prince-Édouard avant que les membres du comité des transports ne soient revenus à Ottawa d'une enquête sur place. L'étape finale a été de dicter d'avance aux comités leurs recommandations, comme dans le cas du droit de vote à 18 ans.

Il y a eu escalade du mépris pour le Parlement et elle se poursuit. Le gouvernement fait fi des questions; il refuse de communiquer des documents; il élude les questions des députés. Aujourd'hui, on a méprisé l'institution même de la période des questions. Il est clair que le gouvernement n'attache ni intérêt ni importance aux questions des députés de l'opposition. Il est concevable qu'à cette extravagante époque de mégalomanie, à l'heure où l'image fait foi de tout et où les apparences ont plus de poids que l'homme lui-même, on puisse avoir recours à d'autres méthodes et qu'on songe, par exemple, à rendre le processus des questions et des réponses plus complexe et plus coûteux.

Il y a de quoi préoccuper les gens sérieux. Il y eut une époque où les gouvernements consultaient vraiment le peuple. Aujourd'hui, on tâche de donner à la population cana-

dienne une certaine image du gouvernement et du premier ministre.

Au beau milieu de la période d'austérité que nous traversons, on nous annonce tout à coup qu'il faut créer l'appareil coûteux d'Information Canada. Des millions seront dépensés et de nouvelles armées de spécialistes en relations publiques seront recrutés pour répandre les nouvelles et envahiront les bureaux des ministres et les bureaux régionaux du premier ministre, qui comptent déjà des centaines d'employés. Il y a quelques semaines, lorsque j'ai interrogé le premier ministre sur Information Canada, il a dit croire en l'importance d'une information pertinente. Épithète de poids, et je me demande qui décidera de la pertinence des informations. Ce ne sera probablement rien d'autre qu'un expert gouvernemental en gestion de l'opinion publique.

Ce n'est pas, je crois, manquer de réalisme que de le dire, l'éclat et le brillant de 1968, le charisme de cette période exaltante peuvent être ternis ou usés d'ici les prochaines élections, et il faut par conséquent préparer autre chose. Information Canada et toutes les autres intentions et manipulations dont a parlé le chef de l'opposition au sujet des organes de diffusion de l'information ont leur importance. Il est étrange qu'au moment où tant d'organismes importants du gouvernement, comme le Conseil économique du Canada, doivent réduire leur effectif, que tant de postes de la Fonction publique du Canada, occupés par des personnes hautement qualifiées, même aux échelons professionnels, vont être supprimés, nous songions tout à coup à structurer l'information gouvernementale.

Déjà, je crois qu'il y a plus de bureaux régionaux au service du premier ministre que de sièges à la Chambre des communes. J'exagère pourtant—ce ne sont peut-être pas tous des bureaux, mais seulement des offices. On nous dit qu'à cette nouvelle étape de la démocratie de participation, on va réduire la période des questions. On a dit aux ministres de s'abstenir des séances de la Chambre. Le caucus du parti gouvernemental a vu ses pouvoirs amputés, car les députés ministériels doivent se réunir deux fois par mois, au lieu d'une fois par semaine.

Nous avons entendu ces dernières semaines des discussions de nature théorique et autre au sujet des qualités et des valeurs du régime présidentiel. Le chef de l'opposition a parfaitement raison de prétendre que le régime présidentiel envisagé n'est pas celui des États-Unis, où le pouvoir législatif est puissant, sain

[M. Macquarrie.]